

FREMR, Robert (République tchèque)

[Original : anglais]

Curriculum vitae

Informations personnelles

Date de naissance : 1957

Nationalité : Tchéquie

Poste actuel : Juge, Vice-président de la Haute Cour à Prague, République tchèque

Compétences linguistiques : anglais (bonne maîtrise), français (niveau intermédiaire), et russe (niveau intermédiaire)

Activités professionnelles internationales pertinentes

2012 - 2021 Juge de la Cour pénale internationale (Section de première instance)

2018 - 2021 Premier Vice-président de la Cour pénale internationale

2006 - 2008, 2010 - 2012 Juge ad litem du Tribunal pénal international pour le Rwanda, Arusha

Activités professionnelles nationales pertinentes

2021 à ce jour	Juge (Vice-président) de la Haute Cour à Prague
2004 - 2005, 2009 - 2010	Juge de la Cour suprême de la République tchèque (Section pénale)
1989 - 2003	Juge de la Haute Cour à Prague (Section pénale)
1986 - 1989	Juge de la cour d'appel à Prague (Section pénale)
1983 - 1986	Juge du Tribunal de district de Prague 4
1981 - 1983	Praticien des services judiciaires, Cour municipale, Prague

Études et qualifications universitaires et autres

1989 - 1991	Études universitaires supérieures en droit de la procédure pénale, Faculté de droit de l'Université Charles, Prague.
1981	Docteur en droit (<i>Juris Utriusque Doctor</i>). Sujet de la thèse de doctorat : L'objectif de la peine (<i>Purpose of Punishment</i>).
1976 - 1980	Faculté de droit de l'Université Charles, Prague.

Sélection de formations complémentaires au niveau international

1999	<i>Eisenhower Exchange Fellowships</i> : séjour d'études de deux mois axé sur la comparaison de la procédure pénale en <i>common law</i> et en droit civil (EUA).
1999	<i>California Center for Judicial Education and Research</i> (Centre d'études judiciaires et de recherche de Californie) : études sur les Procès de la peine de mort (EUA).
1998	Indépendance des tribunaux : étude comparative (Stockholm, Suède).
1995	Tribunal régional de Linz : séjours d'études sur le système de procédure pénale, (Linz, Autriche).
1994	Cour européenne des droits de l'homme : séjour d'études pour des juges sélectionnés, organisé par le Conseil de l'Europe, axé sur les questions pratiques des procédures devant cette Cour (Strasbourg, France).

Sélection d'activités au niveau national

- 1995 à ce jour Maître de conférences à la Faculté de droit de l'Université Charles, Prague (conférences sur le droit pénal et cours de droit comparé sur le droit pénal tchèque et autres systèmes de droit pénal).
- 1998 à ce jour Maître de conférences chargé des cours pour les praticiens judiciaires et les juges, organisés par l'Académie judiciaire du Ministère de la justice de la République tchèque.

Sélection d'activités internationales (avant son élection en tant que juge de la CPI)

- 2000 - 2011 Représentant de la République tchèque au Conseil consultatif de juges européens du Conseil de l'Europe (CCJE), un organe consultatif auprès du Comité des ministres du Conseil de l'Europe qui prépare les opinions sur les questions judiciaires essentielles au niveau européen.
- 2002 - 2011 Groupe d'États contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe : membre du Groupe d'experts nommés auprès des équipes d'évaluation – membre des équipes internationales de surveillance de la Bosnie-Herzégovine (2002), de la Bulgarie (2004).
- 1995 - 2001 Représentant de la République tchèque auprès du Groupe multidisciplinaire sur la corruption (GMC) du Conseil de l'Europe.
- 1999 - 2001 Élu président du Groupe de travail sur la corruption dans le financement des partis politiques (GMCF). Ces deux organes ont préparé plusieurs projets de conventions de la Communauté européenne dans le domaine de la lutte contre la corruption et le projet du GRECO.
- 1997 - 2000 Représentant de la République tchèque dans le Projet OCTOPUS (projet conjoint du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne axé sur la lutte contre diverses formes de crime organisé).
- 1998 - 2004 Représentant de la République tchèque auprès du Groupe de travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la corruption des agents publics étrangers dans le cadre des transactions commerciales : membre des équipes d'évaluation qui ont examiné la Slovaquie (2000), la Finlande (2002) et la Norvège (2004).
